

MOTION
sur la politique gouvernementale

Session du Département des Pyrénées-Orientales du 9 octobre 2017

Le 17 juillet dernier, le Président de la République et le gouvernement ont souhaité réunir une conférence nationale des territoires. L'objectif annoncé était de construire un nouveau pacte de confiance entre l'État et les collectivités.

Aujourd'hui, nous constatons que cette volonté de concertation relève du pur effet d'affichage. En effet, le sens même de notre action est attaqué frontalement au travers d'annonces brutales et successives.

Loin de prendre en compte les réalités quotidiennes qui déterminent la politique des collectivités telles que la nôtre en faveur des solidarités humaines et territoriales, le gouvernement privilégie des mesures qui aggravent les inégalités et remettent en cause la cohésion entre nos concitoyens tout comme le développement équilibré des territoires.

Ainsi, alors que notre Département est engagé dans une politique d'accompagnement des personnes en situation d'insertion, le gouvernement décide, sans préavis et sans alternative, de mettre fin au dispositif des emplois aidés. Sans se soucier des conséquences sur les personnes et les structures qui contribuent au développement économique et au lien social.

De même, alors que nous accompagnons nos aînés pour les aider à faire face à la dépendance et au risque financier qui en découle, le gouvernement conçoit un nouveau régime fiscal qui réduit leur pouvoir d'achat.

Dans la même logique comptable, dont seuls les très hauts revenus semblent exonérés (diminution de l'Impôt sur la fortune), plusieurs dispositions annoncées, en particulier la baisse des APL, s'inscrivent en contradiction flagrante avec l'action de long terme menée par notre collectivité en faveur de la construction et de l'accès au logement.

A l'encontre du développement de notre territoire auquel le Département travaille avec constance et détermination, l'Etat remet aussi en cause des projets d'infrastructures majeurs, dont la ligne ferroviaire nouvelle Montpellier-Perpignan.

Nous, élus du Département, refusons un tel projet pour notre pays. Nous interpellons le gouvernement pour qu'il change radicalement ses orientations et qu'il soutienne l'action publique d'une part au service de la justice sociale et de la protection de tous ; d'autre part dans le soutien à l'ensemble des territoires, pour rompre avec l'hyper-concentration des activités, des richesses et des pouvoirs.

Concrètement, nous demandons au gouvernement qu'il revienne sur l'ensemble des mesures qui fragilisent l'emploi, portent atteinte aux salariés, réduisent le pouvoir d'achat, freinent l'accès au logement. Nous réclamons aussi que le gouvernement respecte les engagements pris par l'État en faveur du développement durable des territoires.

Nous tenons enfin, à travers cette motion, à renouveler notre attachement au service public, à l'ensemble de ses acteurs, notamment ceux du Département. Le gouvernement doit renoncer à toute mesure qui serait préjudiciable aux agents et à leurs missions.

La confiance ne se décrète pas, elle ne se promulgue pas non plus par ordonnances. La confiance doit se construire dans le dialogue avec l'ensemble des territoires qui, forts de leurs richesses et de leur diversité, constituent le socle de notre République.